

A l'attention de M. Manuel Sager

Directeur de la Direction du développement et de la coopération DDC

Cher Monsieur,

Les organisations non gouvernementales, partis et syndicats soussignés partagent les préoccupations exprimées dans une lettre ouverte signée par plus de 30 organisations et mouvements sociaux au Brésil, concernant le soutien financier que la DDC fournit aux partenariats public-privé dans le secteur de l'eau, en particulier à Water Resources Group (voir en annexe). La lettre ouverte des organisations brésiliennes salue les « réseaux de distribution d'eau et d'assainissement de la Suisse » qu'elle considère comme les meilleurs au monde. Nous soutenons le modèle des réseaux de distribution d'eau de droit public, qui intègrent mieux les intérêts de la population locale que les partenariats public-privé. Un constat que démontrent bien les activités du Water Resources Group.

Le Water Resources Group sert unilatéralement les intérêts des grands groupes. La composition du personnel du groupe est déjà explicite à cet égard. Le conseil d'administration est présidé par l'actuel président du conseil d'administration de Nestlé, et les autres membres du conseil d'administration appartiennent à d'autres grands groupes comme Coca-Cola, Pepsi ou Dow. Il en va de même pour les projets du Water Resources Group : les organisations comme les syndicats ou les associations paysannes, qui représentent les populations locales, ne sont pas associées aux projets. On constate que Water Resources Group est surtout une plateforme permettant aux grands groupes d'accéder plus facilement aux autorités et aux banques de développement.

Les multinationales comme Nestlé utilisent la ressource vitale qu'est l'eau pour faire des affaires, comme n'importe quelle autre marchandise. Avec l'aide de Water Resources Group, elles perfectionnent leur modèle commercial et s'assurent l'accès à l'eau. L'eau est achetée à un prix ridiculement bas, mise en bouteille et revendue à un prix jusqu'à 2000 fois plus élevé. Les populations locales sont ainsi privées de leur accès à l'eau. Selon les médias locaux brésiliens, Nestlé et d'autres grands groupes sont en train de négocier l'accès aux sources d'eau du Sud du Brésil.

Cette situation nous semble extrêmement préoccupante. Nous rejetons clairement les projets de privatisation de l'eau. L'eau est un bien public qui doit être soumis à un contrôle démocratique. Les partenariats public-privé de type Water Resources Group renforcent la position des multinationales et soutiennent leurs stratégies de privatisation et de maximisation des bénéfices. Une participation financière de la DDC au Water Resources Group contredit de manière flagrante l'affirmation de la DDC selon laquelle l'accès à l'eau est un droit humain inaliénable, qui revient à tout être humain.

Nous demandons à la DDC :

- de renoncer à l'avenir à soutenir financièrement ce type de partenariats public-privé ;
- de fournir davantage de soutien financier et d'aide technique aux réseaux de distribution d'eau de droit public, selon le modèle suisse ;

- de prendre des mesures pour renforcer le contrôle démocratique de l'eau comme bien public.

Meilleures salutations

Organisations signataires:

agens, agency for genuine development and civil society

Arbeitsgruppe Schweiz-Kolumbien (ask!)

attac Suisse

ALBA SUIZA

Alba Basel

Basler Bündnis Stopp-TISA (Zusammenschluss von 20 lokalen Organisationen)

BastA! (Co-Präsidium)

Blue Community Schweiz

BUND Ortsgruppe Kandertal

Décroissance Bern

Forum Civique Européen (FCE)

Fundação Vida para Todos - ABAI

Guatemalanetz Bern

Guatemala-Netz Zürich

Jeunesse socialiste suisse

Les verts suisse

Longo Mai

MultiWatch

netzwerk migrationscharta.ch

OeME-Migration, Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn

PS Suisse

Parti Suisse du Travail (PST)

Public Eye (appelée auparavant «La Déclaration de Berne»)

SOLIFONDS

terres des hommes suisse

Unia Sektion Bern

Union syndicale suisse (USS)